

Les États-Unis les seuls responsables de l'arrêt des transferts de fonds de la Western Union vers Cuba

Image not found or type unknown

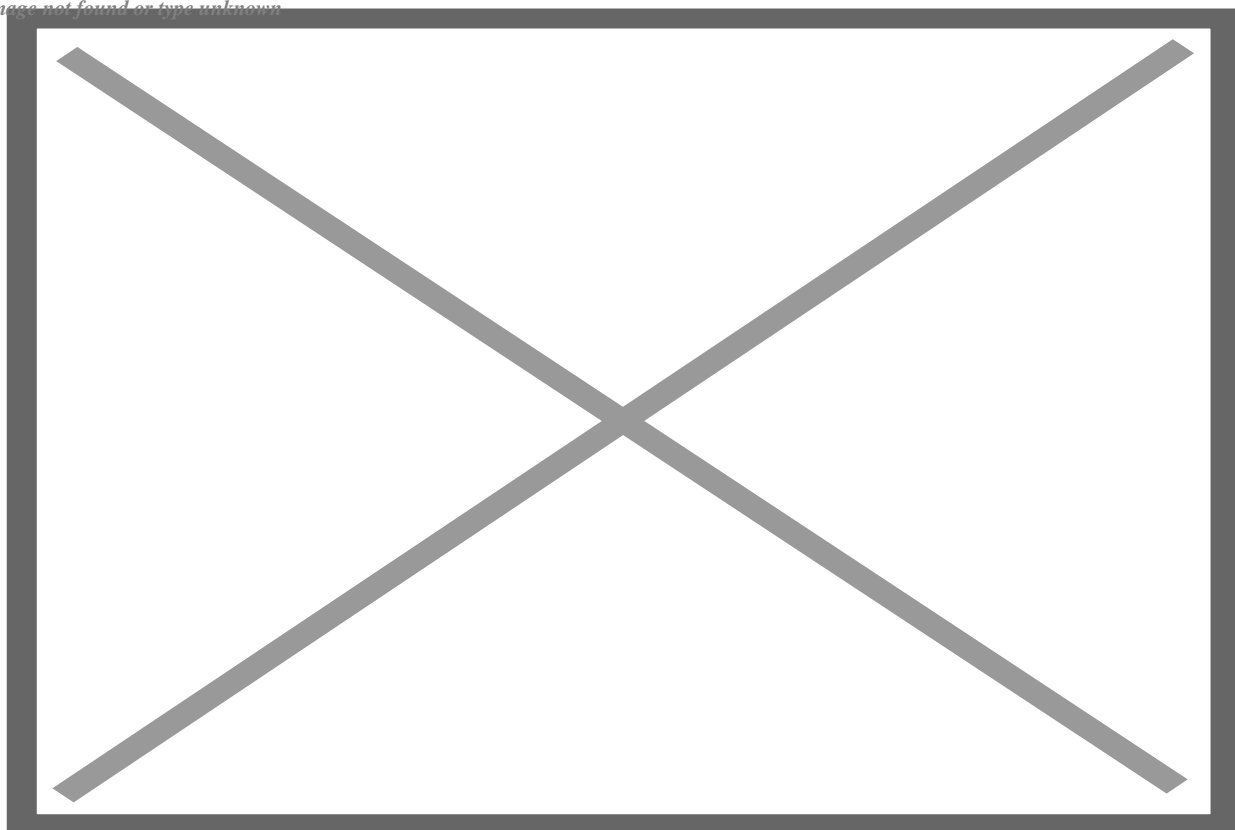


Image: Granma

La Havane, 23 novembre (RHC)- Granma, notre principal journal souligne ce lundi dans un éditorial que le gouvernement des États-Unis est responsable de la cessation, à compter d'aujourd'hui, des transferts de fonds de cette nation vers Cuba par l'intermédiaire de Western Union, qui avait des relations contractuelles sur l'île avec Financiera Cimex S.A. (Fincimex).

Granma rappelle la fermeture à partir de lundi, des «canaux officiels et les plus sûrs» pour l'envoi d'argent par ceux qui ne peuvent pas se rendre fréquemment à Cuba ou qui ne souhaitent pas utiliser des tiers pour aider leurs proches.

En ce sens, la position de Washington expose une fois de plus l'ampleur des effets de sa politique hostile sur les familles cubaines en temps de crise sanitaire aggravée par le renforcement du blocus.

Fin octobre, le département du Trésor a annoncé des modifications à la réglementation relative au contrôle des actifs cubains, qui empêcheraient les transferts de fonds à notre pays par l'intermédiaire de sociétés étasuniennes titulaires de licences générales

Dans une tentative de faire porter la responsabilité de cette mesure à d'autres, le gouvernement étasunien a affirmé que les transferts de fonds ne seraient pas interrompus si Cuba acceptait l'imposition par l'administration Trump d'un réseau de paiement différent de celui qui existe actuellement. Sauf que celui-ci devait être mis en place en moins de 30 jours.

En ce sens, la préparation professionnelle du personnel de Fincimex à cette tâche, ainsi que l'expérience de deux décennies et l'infrastructure de communication développée en vue de créer un réseau de paiements fiable, ont été ignorées.

Granma rappelle qu'en octobre 2019, lorsque la vente en monnaie librement convertible a commencé, il y avait une demande pour ces monnaies dans la population, et Fincimex a offert à toutes les entreprises de transfert de fonds la possibilité de les diriger vers des comptes bancaires.

Western Union travaillait sur cette modalité, qui devait être mise en œuvre à partir de janvier, mais cette possibilité a été interrompue par la décision arbitraire de l'administration de la Maison Blanche.

Parallèlement, on ne peut ignorer qu'une telle mesure peut stimuler l'illégalité, puisque les familles pourraient chercher des moyens informels et irréguliers d'aider leurs proches, s'exposant ainsi à être victimes d'une fraude, alors que le pays dispose d'un service dont la rigueur et l'efficacité ont été prouvées.

Dans leur empressement de faire plier le peuple cubain, il ne manque pas de stimulus constant à la subversion, avec des paris millionnaires qui poursuivent la déstabilisation politique, tout en appliquant des mesures économiques, commerciales et financières qui, l'année dernière, ont eu un impact sur l'économie cubaine avec des pertes de plus de cinq milliards de dollars.

Cette réalité a été systématiquement dénoncée par Cuba à l'ONU, où elle a reçu le soutien de la majorité des nations du monde.

En outre, on tente de faire passer Cuba pour un pays qui vit des envois de fonds, alors que les données de la Banque mondiale montrent que la plus grande des Antilles ne figure pas parmi les dix premières nations d'Amérique Latine et des Caraïbes qui reçoivent le plus de ressources par cette modalité.

Il convient aussi de mentionner qu'au cours de l'année préélectorale 2019, l'administration Trump a pris des sanctions contre notre pays tous les mois sauf en janvier.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/240459-les-etats-unis-les-seuls-responsables-de-larret-des-transferts-de-fonds-de-la-western-union-vers-cuba>



Radio Habana Cuba